



Unité – Egalité – paix
سلام – مساواة – وحدة

Mission Permanente De la République de Djibouti
Auprès de L'office des Nations Unies
Et des autres Organisations Internationales à Genève

الدم ببعوثية الدائمة لجمهورية جيبوتي
لدى مكتب الأمم المتحدة
والمنظمات الدولية الأخرى
سوي سرا جنيف

Vérifier au prononcé

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE
65^{ème} ASSEMBLEE MONDIALE DE LA SANTE
GENEVE 21-26 MAI 2012



**Intervention de Monsieur Ali Yacoub Mahmoud, Ministre de
la Santé de la République de Djibouti**

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Distingués Délégués,

C'est un honneur et un réel plaisir pour moi que de représenter mon pays, la République de Djibouti, à cette 65^{ème} Assemblée Mondiale de la Santé.

Je voudrais d'emblée adresser mes sincères félicitations à vous, Madame la Présidente, pour votre brillante élection pour conduire les travaux de la 65^{ème} Assemblée Mondiale de la Santé et vous réitérer toute la confiance et le soutien de la délégation Djiboutienne. J'exprime mes vœux de succès à votre pays engagé dans un processus de réconciliation nationale qui contribuera, nous en sommes persuadés, à panser les plaies du passé et raffermir la cohésion nationale.

Je voudrais également exprimer mes vifs vœux de réussite à vous, Madame la Directrice Générale de l'OMS, à qui les états membres viennent de renouveler leur pleine confiance sur la base des résultats probants obtenus au cours de votre premier mandat pour le leadership que vous avez offert et les stratégies que vous avez conçues pour relever les principaux défis sanitaires auxquels les pays, les régions et le monde sont confrontés.

Nous saluons également l'engagement dont vous faites preuve dans le processus de réforme en cours de l'OMS afin d'adapter notre organisation à un environnement mondial de plus en plus complexe et les solutions prônées afin que la santé occupe une place centrale à l'ordre du jour politique et quelle soit érigée en une priorité mondiale.

A cet égard, une attention prioritaire doit être accordée à la question du financement et tous les efforts doivent être déployés afin de garantir une mobilisation accrue des ressources flexibles et prévisibles, si l'on doit relever avec succès les défis sanitaires multiples et multiformes.

Madame la Présidente,

Permettez moi de consacrer une part importante de mon allocution à la problématique du changement climatique qui constitue une réelle menace, la plus évidente des causes des risques sanitaires, devant laquelle tout porte à croire que les peuples ne seraient pas au même degré de vulnérabilités et de souffrances.

Dans mon pays qui est de tradition nomade, la sécheresse chronique est responsable, entre autres incidences, de deux formes de malnutritions aiguës et chroniques qui influent sur les indicateurs de santé et hypothèquent les chances de développement.

Ces problèmes sanitaires qui touchent directement un tiers de la population nationale sont observés dans les campagnes et dans les villes où l'exode rural et l'immigration ont contribué à la prolifération des quartiers échappant aux normes d'hygiène et de santé.

Les diarrhées, les fièvres d'origine inconnue, l'anémie et d'autres maladies infectieuses profitent de cet état de malnutrition qui ne faiblit pas malgré le renforcement à travers tout le pays, des stratégies de soins couplées avec des centres de récupération nutritionnelle.

Ce qui est à redouter aujourd'hui, c'est l'ampleur de malnutritions chroniques qui touchent 30% d'enfants et les conséquences inéluctables sur les forces d'avenir, notamment par des effets de retards de croissances physique et intellectuelles imputables à des déficiences d'apports nutritionnels essentiels.

Mesdames et Messieurs,

Le second thème que je voudrais évoquer devant cette auguste assemblée serait dans le même ordre d'impact, avec les mêmes facteurs d'expansion, tels que les perturbations climatiques, le mode de vie sédentaire, les habitudes alimentaires.

Encore une fois, la part humaine dans la prolifération des épidémies des maladies non transmissibles pose plusieurs niveaux des responsabilités que les spécialistes n'ont de cesse de marteler à tous les congrès scientifiques.

Encore une fois, les habitants des pays en voie de développement se révèlent être des victimes collatérales de ce qu'il est convenu d'appeler des maladies des temps modernes.

A l'instar du reste du monde, ces dernières décennies, mon pays a fait face à la montée fulgurante des diabètes, des maladies cardiovasculaires, des cancers et des maladies mentales qui touchent toutes les catégories d'âges et de sexes.

Là aussi, nous sommes conscients de la gravité de la situation mais ces maladies mortelles ne pourront être endiguées tant que des industries du tabac, d'alcool et d'autres substances polluantes ont pignon sur rue.

Ce qui m'amène à ce troisième thème, non moins important, de la couverture sanitaire universelle dont je voudrais rappeler l'enjeu et la complexité, notamment dans les pays à faible économie.

Une utopie qui n'a pas lieu d'être, lorsque des milliards et des milliards de dollars sont engloutis dans des produits non essentiels pour le confort humain mais potentiellement dangereux pour la santé.

Au niveau de mon pays, il existait jusqu'ici un régime de sécurité social desservant 55% de la population mais qui ne couvrait l'étendue des besoins en soins et en médicaments.

Le Gouvernement, sous l'impulsion du Président de la République, Son Excellence Ismaïl Omar Guelleh, s'apprête à élargir la couverture à tous les secteurs d'activités, formels et informels, avec des souscriptions directs et des conditions strictes en termes d'actes médicaux, de produits pharmaceutiques et de prestataires agréés.

Ainsi, notre ambition est de remédier aux inégalités dans le domaine de la santé et de favoriser l'accès à des soins et de médicaments pour tous les revenus, tandis que l'Etat continuera à couvrir les frais médicaux des patients certifiés insolubles.

Toutefois, aucune couverture de santé universelle ne peut supporter les dépenses colossales de la santé dans un monde global ou la course au développement et la surindustrialisation d'une poignée des états influent négativement sur les indicateurs de santé de l'ensemble des pays, confronté à des propagations des épidémies de maladies transmissibles et non transmissibles.

Une assemblée comme celle-ci est l'occasion d'espérer que les états membres décident d'une seule voix, l'application des quotas d'émission des gaz polluants, des taxes spéciales sur des produits manufacturés, des firmes industriels et même sur des Etats pollueurs, en fonction du degré de nocivité.

Ces mesures financières permettraient d'une part de compenser les déficits du système de riposte mondiale contre des maladies émergentes et d'autre part de créer des barrières économiques à la consommation de certains produits nocifs comme le tabac, l'alcool, le soda et les crèmes éclaircissantes.

Grâce à ces ressources financières, il serait possible également, d'accompagner en amont la reconversion des populations rurales, à des nouvelles activités, de garantir la sécurité alimentaire et de préserver ainsi la santé de la mère et de l'enfant, en proie à la malnutrition et à des maladies évitables.

D'une manière générale, aux problèmes de santé globaux, il nous faut engager des mesures draconiennes qui responsabilisent les états, les forces économiques, les communautés et les personnes vulnérables.

Madame la Présidente,

Pour conclure, je voudrais attirer l'attention de cette auguste assemblée sur la situation des personnes vivant avec le VIH/SIDA à Djibouti. En effet, à compter du 31 mai 2012, le Fonds Mondial, pour des raisons budgétaires, ne pourra pas prendre en charge les nouveaux contaminés, que l'on situe en moyenne entre 400 et 600 par an. Les bailleurs de fonds traditionnels, conformément à l'accord conclu avec le Fonds Mondial, ne sont pas disposés à financer l'achat des Anti-Retroviraux. Face à cette situation que nous jugeons alarmante, nous lançons un appel à la Communauté Internationale afin qu'elle agisse dans le sens que dicte la responsabilité. L'inaction réduirait à néant les efforts déployés et les résultats tangibles jusque-là obtenus.

Le SIDA est une menace globale, un péril à la sécurité collective, qui exige une riposte mondiale.

Merci Madame la Présidente.